

# Ce qui s'est réellement passé à Tibhirine

*Dans l'affaire des moines de Tibhirine, la vérité n'est vraie, pour ceux qui font semblant de la rechercher, que si et seulement si elle met en cause l'Armée algérienne ! Et toute autre version, pour eux, ne peut être que suspecte, d'autant plus qu'ils l'opposent aux seules thèses de ceux, Algériens ou étrangers et qui, pour une raison ou une autre, délaissent ou cachée, se sont spécialisés dans la désinformation. N'en déplaise aux uns et aux autres, voilà ce qui s'est réellement passé à Tibhirine.*

## Pourquoi le GIA s'est attaqué aux moines

Dès l'instant où les premiers religieux chrétiens ont été assassinés, le 8 mai 1994 à Alger, le sort des moines de Tibhirine était jeté, pour plusieurs raisons.

La première est qu'ils étaient des ressortissants étrangers et le GIA avait, dès la fin octobre 1993, fixé un mois de délai à tous les expatriés pour quitter le pays sous peine de les exécuter, délai qui devait expirer vers la fin novembre.

La deuxième est qu'ils étaient des religieux chrétiens, c'est-à-dire nécessairement des «croisés, ennemis de l'islam», aux yeux du GIA.

La troisième raison est qu'ils avaient la malchance de vivre à Médéa, où les terroristes voulaient se distinguer par des assassinats d'étrangers.

C'est là (à Berrouaghia) où fut donné l'exemple, à travers le premier assassinat d'un ressortissant étranger (un Espagnol), dès le 2 décembre 1993, c'est-à-dire juste après l'expiration du délai.

Et c'est là également qu'a eu lieu, le même mois, le massacre le plus important contre des étrangers chrétiens (à Tamezguida), à un jet de pierre du monastère de Tibhirine, où ont été égorgés, sous les ordres de Sayah Attia, douze ressortissants croates. L'histoire retiendra que les premiers religieux chrétiens ont été assassinés par le GIA le 8 mai 1994 à Alger.

C'est-à-dire au moment où le même GIA s'appropriait à annoncer au monde entier que le FIS, conduit dans la clandestinité par l'un de ses courants, connu sous le nom de djaz'ara, auquel Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam, avait prêté allégeance.

Une fois leur «pacte d'unification» signé avec le GIA et annoncé, le 13 mai, les assassinats des prêtres et religieux allaient se poursuivre de plus belle.

Tout autant que ceux qui ciblent les étrangers non musulmans avant de ne plus épargner person-

ne, quelles qu'en soient l'origine ou la confession. La djaz'ara avait, après Alger, sa place forte à Médéa où elle était dirigée à l'époque par Ali Benhadjar.

Ce premier attentat qui a ciblé des religieux n'a pas été le fait de l'«émir» sanguinaire du GIA dont la djaz'ara, suivie par d'autres milieux à l'étranger, tentera de faire accroire qu'il était «manipulé» par les «services» algériens, mais le fait de Cherif Gousmi dont pas une seule voix n'a vu en lui autre chose que l'exemple type du parfait terroriste.

Ce même attentat est surtout révélateur de la nature du terrorisme de l'époque, du fait qu'il a été commis avec l'approbation du FIS djaz'ariste ou, à tout le moins, qui ne l'a pas désapprouvé alors qu'il finalisait au même moment son pacte d'«unification» avec le GIA avec qui il allait vivre main dans la main une autre série de meurtres de même type, jusqu'à leur divorce à la fin de l'année 1995.

Autrement dit, tous les attentats qui ont ciblé des religieux chrétiens, mis à part les moines de

Le mois même de leur enlèvement, les moines de Tibhirine présentaient le danger qui les entourait. Leur communauté avait envoyé une lettre prémonitrice à l'«Union des supérieurs majeurs» : «Assurer une présence, non pas missionnaire apostolique, mais contemplative et priante en milieu musulman, grâce à une communauté stable, fraternelle, unie et laborieuse. Présence discrète, mystérieuse, séparée du monde et en communion avec les personnes, humblement attentive aux besoins matériels et spirituels de ceux qui nous entourent.

Présence de la mort. Traditionnellement, c'est une compagne assidue du moine. Cette compagne a pris une acuité plus concrète avec les menaces directes, les assassinats tout proches, certaines visites... Elle s'offre à nous comme un test de vérité utile et pas très commode. Après Noël



La cérémonie religieuse à Notre-Dame-d'Afrique.

Tibhirine et l'évêque d'Oran, ont eu lieu durant la période où la djaz'ara était totalement «fondue» dans le GIA.

Cet attentat est d'autant plus ignoble qu'il a visé un prêtre et une sœur blanche, installés en plein quartier populaire de la Casbah, parmi le petit peuple, dont Henri Vergès et Paule Hélène. Mgr Clavérie, évêque d'Oran, écrira : «Le frère

Henri et la sœur Paule-Hélène ont été assassinés à Alger, parce que sans doute, ils étaient religieux...

Ceux qui les ont assassinés les considéraient comme des ennemis de l'islam...

Leur islam était-il si fragile au point d'avoir peur d'un homme de soixante-cinq ans et d'une femme de soixante-sept ans ?...» De ce

double crime, le GIA en a fait un haut fait d'armes qu'il a revendiqué à travers son bulletin *El-Ansar* : «Dans le cadre de la politique de liquidation des juifs, des chrétiens et des mécréants de la terre musulmane d'Algérie, une brigade du GIA a tendu une embuscade dans laquelle ont été tués deux croisés qui avaient passé de longues années à propa-

ger le mal en Algérie.» Cinq mois plus tard, les hordes criminelles récidivaient avec l'assassinat de deux autres religieuses à Bab-El-Oued (Alger).

La liste continuera de s'allonger les mois et les années suivants.

Dès lors, seul un miracle aurait pu sauver la vie des moines. Et il n'y en n'a pas eu.

Mohamed Issami

## Les moines se savaient ciblés

1993, tous, nous avons re-choisi de vivre ensemble. Ce choix avait été préparé par les renoncements antérieurs de chacun (à la famille, à la communauté d'origine, du pays...), et la mort brutale — de l'un de nous, de tous à la fois — ne serait qu'une conséquence de ce choix de vie à la suite du Christ (même si ce n'est pas directement prévu comme tel dans nos Constitutions).» Cette lettre, en faisant référence à «Noël 1993», marque avec précision le début des appréhensions. Il s'agit de la nuit où le groupe de l'«émir» Sayah Attia leur a rendu «visite» par effraction.

Dans un hommage aux Croates assassinés par un groupe du même «émir», dix jours avant cette «visite», écrit Christian de Chergé (un des moines enlevés et assassinés), l'inquiétude n'est pas cachée : «Impossible également de ne pas nous sentir plus directement exposés. Mais si nous nous tai-

sons, les pierres de l'oued encore baignées de sang sauvagement répandu hurleront la nuit.»

Le danger qui pesait sur les moines de Tibhirine devenait évident après le massacre des Croates.

D'autant plus qu'à la suite du départ des collègues survivants, les moines n'étaient plus que les seuls «étrangers» à être restés dans la région.

Le père Christian de Chergé en était parfaitement conscient : «S'il m'arrivait un jour — et ça pourrait être aujourd'hui — d'être victime du terrorisme qui semble vouloir englober maintenant tous les étrangers vivant en Algérie, j'aimerais que ma communauté, mon Eglise, ma famille se souviennent que ma vie était donnée à Dieu et à ce pays», avait-il écrit, à Tibhirine, le 1<sup>er</sup> janvier 1994, dans ce qui sera considéré comme son testament et qu'il a intitulé «Quand un dieu s'envisage». Plus tard, Monseigneur Pierre Clavérie,

évêque d'Oran, parlant de l'assassinat des moines, montrera bien que ces religieux savaient parfaitement de quel côté venaient le danger et la menace qui pesaient sur eux. Il écrivait : «La mort des moines, qui étaient des frères et des amis de longue date, nous a meurtris encore une fois, mais a resserré nos liens avec des milliers d'Algériens épris de paix et lassés de la violence.

Leur message silencieux a retenti dans des millions de cœurs partout dans le monde.

Nous restons fidèles à ce cri d'amour et de réconciliation que le prier (Christian de Chergé) exprimait dans son testament spirituel où il envisageait lucidement la mort.

Je prends des précautions et je suis protégé par les forces de sécurité, mais Dieu reste le maître de l'Heure et c'est Lui qui peut donner un sens à notre vie et à notre mort.»

M. I.



# Ce qui a précipité l'attaque contre les moines

En novembre 1995, soit cinq mois avant l'enlèvement des moines de Tibhirine, le GIA a rompu, dans le sang, avec la djaz'ara qui s'est officiellement «unifiée» avec lui en mai 1994. A partir de cette date, il a commencé à exécuter, d'abord ses principaux dirigeants qui étaient dans ses rangs, et ensuite leurs fidèles avant de généraliser sa boucherie contre leurs familles dans certaines régions, sous prétexte qu'elles leur apportaient aide et assistance. Le GIA accusait les djaz'aristes de tramer un complot pour en prendre le commandement et diriger le terrorisme à leur profit exclusif, de la même manière qu'ils avaient récupéré le FIS en 1991 à la suite de l'emprisonnement de sa direction «historique» alors qu'ils s'étaient opposés à sa création en 1989. Dans cette guerre ouverte contre la djaz'ara, le GIA n'a pas manqué de poursuivre le groupe de Médéa dirigé par Ali Benhadjar et qui était basé dans la même région où se trouve le monastère de Tibhirine. Ali Benhadjar, qui a commencé par être l'adjoint du terroriste en chef de Médéa, Sayah Attia dit Cheikh Younès, surnommé le «Nasillard», avec lui et en compagnie de quatre autres de leurs comparses, a rendu «visite» au moine de Tibhirine en novembre 1993. Ils se sont présentés à la tombée de la nuit en escaladant le mur d'enceinte du monastère. C'était la

nuit de Noël 1993, dix jours après le massacre horrible de douze Croates dans leur base de vie d'un chantier de grands travaux publics et qui connaissaient bien le monastère où ils se rendaient parfois, surtout lors des fêtes religieuses. En se présentant aux moines, les chefs terroristes à Médéa voulaient s'assurer une assistance de leur part en matière médicale, logistique et financière. La version doucereuse que donne Ali Benhadjar dans ses écrits et déclarations à la presse sur cette «visite» ne coïncident pas tout à fait avec celle des religieux qui en parleront et qu'avaient inquiété la menace de Sayah Attia avec son mot «vous n'avez pas le choix», pour obtenir leur aide. En contrepartie, soutiendra-t-il, «promesse» leur a été faite par Sayah Attia qu'il ne leur sera fait aucun mal et que lui-même a respectée. «Promesse» ou pas, Sayah Attia est abattu, deux mois après, dans un accrochage avec les forces de sécurité. Presque au même moment que l'«émir national» du GIA dont il était l'adjoint et devait être le successeur. Le commandement du GIA est alors revenu à Cherif Gousmi dit Abou Abdallah Ahmed qui en a été le «mufti». Il ne restera pas plus de six mois à la tête de l'organisation avant d'être abattu à son tour. Un premier bars de fer va opposer les «historiques» du GIA et la djaz'ara qui a désigné un des siens, Mahfoud Tadjine,



Les obsèques des moines.

comme nouvel «émir». Il sera aussitôt renversé et remplacé par Djamel Zitouni. Quoiqu'en dira de lui la djaz'ara plus tard, il reste que ses dirigeants en Algérie ou en «exil» à l'étranger, et leurs troupes dans les maquis, l'ont reconnu comme «émir» et se sont totalement identifiés à lui. Y compris dans ses crimes les plus inattendus comme le détournement de l'Airbus d'Air France ou la série d'attentats en France. Ils l'ont accompagné tout au long de son terrorisme, de son «intronisation» en octobre 1994 jusqu'à ce qu'il exécute leurs principaux chefs de file, Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam, en

novembre 1995, faisant de tout ce qui avait un lien avec leur courant une cible à abattre. Et la djaz'ara de Médéa était liée aux moines par la fameuse «promesse» qui en faisait des alliés. Ali Benhadjar, parlant au nom de son groupe de l'enlèvement des moines, aura à déclarer dans une interview au journal londonien *Al-Hayat* (5 février 2000) que Djamel Zitouni leur a «ordonné de le faire lorsqu'il essayait de rétablir son autorité sur la katibat de Médéa. Nous lui avons répondu que nous leur avions donné une parole de croyant et que nous comptons la respecter. Nous devons prévenir les moines des risques

qu'ils encouraient. Mais en fait, le GIA avait déjà préparé son coup avant de passer très vite à l'action avec l'aide de quelques éléments de la région de Médéa». Ce qui est vrai du fait que l'ordre a nécessairement été donné avant la rupture entre la djaz'ara et le GIA. C'est-à-dire avant l'exécution de Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam en novembre 1995, ce qui a poussé tous les djaz'aristes à se retirer du GIA et à entrer en guerre contre lui. Lui-même date, dans la même interview, son retrait effectif du GIA de deux mois après l'assassinat de ces deux dirigeants. L'enlèvement des moines s'étant fait en mars 1996,

cela signifie qu'il avait, au moins, entre deux et quatre mois pour les prévenir. Il ne l'a pas fait, rompant ainsi lui-même la «promesse» qui leur aurait été faite. Dans son communiqué revendiquant l'enlèvement des religieux, Djamel Zitouni n'a pas manqué de faire le lien avec cette «promesse» de ne pas être inquiété, qui leur été donnée par le groupe de Ali Benhadjar, qualifiée d'«innovateur (en religion)» : «Cette promesse, et si réellement elle leur aurait été donnée, ils en ont fait fi et sont ainsi devenus les ennemis de la religion divine, méritant le sort des impies originels». Et il précise : «Les «innovateurs» ne voient pas de légitimité à tuer les impies originels, soutenant que ceux-là sont des moines, et le moine ne doit pas être tué. Nous leur dirons qu'ils se trompent. Il est unanimement connu que la mort de tout moine vivant en ermite est licite dès lors qu'il se mêle aux gens. Et ces moines (enlevés) ne sont pas coupés des gens, vivant avec eux, les écartant du droit chemin, les incitant à s'évangéliser.

Leur mort est donc devenue légale.» Sachant que les moines étaient déjà dans le collimateur du GIA, Ali Benhadjar, dès qu'il a reçu l'ordre de les enlever, a refusé de le faire, et aurait dû les alerter au prix de sa vie, s'il le fallait. Il ne l'a pas fait.

M. I.

## Le groupe qui a enlevé les moines

Dans une interview au journal *Al-Hayat* du 18 janvier 2003 paraissant à Londres, Ali Benhadjar a affirmé : «Des membres connus du GIA, que je connais, étaient présents lors de l'enlèvement.

Ils nous ont demandé, en 1995, de kidnapper les moines et de les leur remettre, mais nous avons refusé. C'était avant qu'on se sépare d'eux.»

En réalité, il ne les connaissait pas seulement, mais il était aussi en guerre contre eux.

En sa qualité d'«émir» de la katibat Es-Salafiyat de Médéa, il a signé un communiqué en date du 12 février 1996, soit le mois précédent l'enlèvement des moines. Il menaçait de «punition» quiconque apporterait une aide à douze terroristes du GIA, listés et qualifiés de «brigands» et d'«hérétiques».

Il se trouve qu'au moins trois terroristes de cette liste ont été formellement identifiés comme faisant partie du groupe auteur de l'enlèvement des moines : Baghdad Meziane, Missoum Rabhi, et Ali Djouablia.

La même nuit de l'enlèvement des moines, vers 4h, une localité non éloignée de Tibhirine a été investie par un groupe terroriste

qui a enlevé deux membres d'une même famille, les frères Larbi et Mohamed B., avant de se diriger vers le domicile de leur tante pour enlever son fils Azeddine B., puis un autre cousin, Cherif B., habitant un peu plus loin. Arrivés sur les lieux, les terroristes ont fracassé la porte et ouvert le feu sur les occupants de l'habitation, tuant sur le coup Mohamed Cherif B. et blessant Azeddine.

Le groupe terroriste a quitté les lieux vers 4h30 en emmenant, ligotés, les trois personnes enlevées, à savoir Mohamed, Azeddine et Larbi.

Ces derniers ont été conduits jusqu'à la route nationale Médéa-Blida où les attendait un véhicule conduit par Missoum Rebahi, qui les a emmenés à Guerouaou. Ils ont été séquestrés dans une habitation où se trouvait une autre victime, Sid Ali M. M. Sept terroristes les ont harcelés de questions, parmi lesquels Missoum Rebahi, Baghdad Meziane Bettahar, Ali Djouablia, Bensaâd Mahdjoub, avant d'être transférés, à bord d'un autre véhicule, dans une autre habitation de la même localité où se trouvaient, justement, les moines enlevés.

Larbi a, lui-même, vu le père Paul Gabriel Dochier, que connaissait personnellement sa famille à la faveur de visites. Durant leur séquestration, les membres de cette famille, enlevés ont été interrogés par les terroristes qui voulaient connaître leurs liens familiaux avec Ali Benhadjar.

C'est, d'ailleurs, la raison de leur enlèvement. Dans la journée du 27 mars, à la nuit tombante, Sid Ali M. M. a été emmené dans une autre pièce pour subir un interrogatoire.

A ce moment-là, l'un des séquestrés, Azeddine, a pu défaire ses liens et détacher ses compagnons. Saisissant un moment propice, ils se sont évadés, aussitôt poursuivis par les terroristes qui ont ouvert le feu sur eux, atteignant mortellement Azeddine et Mohamed. Larbi, quant à lui, a pu fuir, à la faveur de l'obscurité, et se cacher dans des buissons jusqu'au matin avant de rejoindre son domicile et alerter les forces de sécurité.

Parmi les terroristes identifiés par Larbi, trois sont des évadés de Tazoult, Baghdad Meziane Bettahar, Missoum Rebahi et Ali Djouablia, alors que le quatrième, Bensaâd Mahdjoub, était

recherché depuis mars 1994. Ils ont été abattus au courant de l'année 1997, mis à part Ali Djouablia qui demeurait recherché à l'époque.

Il se trouve qu'ils figuraient dans la liste diffusée par Ali Benhadjar dans son communiqué du 12 février 1996, où il les a qualifiés de «brigands» et de «khawaredj».

L'étape de Guerouaou où ont été séquestrés les moines n'a été qu'un transit avant de les conduire au QG du GIA dans les monts de Chréa (Blida). D'autant que les ravisseurs ont été obligés de décamper avant l'arrivée des forces de sécurité, alertées par Larbi qui les a guidés sur les lieux.

Ali Benhadjar confirmera, dans une interview, qu'il a appris par des transfuges du GIA que l'on rallié que le groupe qui a enlevé les moines s'est caché au lever du jour à Guerouaou, sur le chemin des crêtes qui mène vers Chréa, là où justement se trouve la base principale de l'organisation terroriste.

Ce QG central, dont ont parlé des terroristes «repentis» était une véritable forteresse. Déjà naturellement difficile d'accès, le terrain était truffé d'explosifs.

Tous les terroristes n'étaient pas autorisés à y accéder. Un système concentrique de protection permettait aux guetteurs d'avoir une vue à des dizaines de kilomètres à la ronde.

Les abris naturels et les caches aménagées étaient consolidés de manière à résister à des attaques aériennes.

C'est dans ce QG que fut enregistré le message confirmant le rapt des religieux, adressé à l'ambassade de France à Alger, lu par le «chef de cabinet» de Zitouni, Hassen Beladaci dit Ayoub, identifié par sa voix. Originaire de Birkhadem (Alger), comme Cherif Gousmi et Zitouni et dont il était très proche et avec qui il a activé au sein du bureau local du FIS.

Il n'a jamais quitté Zitouni dont il a coordonné les groupes quand il était encore «émir des katibat El-Mawt, puis Ech-Chouhada. Il l'a suivi quand il est devenu «conseiller militaire du GIA, avant de devenir enfin son «chef de cabinet», une fois devenu «émir national».

Les «repentis» le présentent comme un sanguinaire, en grande partie responsable de toutes les «dérives» du GIA.

M. I.

# Le GIA à l'ambassade de France à Alger

Une cassette audio découverte avec d'autres documents lors d'une opération antiterroriste dans un refuge du GIA donne la version des faits de ce dernier.

Il s'agit de ce qui à l'air d'un compte-rendu destiné à l'«émir» du GIA. Se présentant sous le nom de Khafi Kifali, chargé par le GIA de remettre aux autorités de l'ambassade de France à Alger «une cassette et des documents», l'émissaire présente sa version des faits : «J'étais accompagné depuis ici (lieu non précisé) jusqu'à Alger, jusqu'à proximité du siège de

l'ambassade de France, par mon «frère» qui m'a remis la cassette et la lettre.

«A l'ambassade, je me suis présenté comme étant intéressé par une inscription pour des études en France. Après insistance, je fus admis à l'intérieur où je me suis présenté en déclarant être l'émissaire du GIA, demandant à voir l'ambassadeur.

«Après une fouille minutieuse par un gendarme, je fus reçu par un responsable qui m'a conduit à un bureau, où j'ai senti qu'il n'était pas l'ambassadeur. J'ai réaf-

firmé être l'envoyé du GIA avec une cassette et des documents à remettre à l'ambassadeur en personne. Ensuite, un certain Clément s'est présenté à moi, m'invitant à le suivre. J'ai exigé d'un gendarme de m'apporter mon passeport. Ils m'ont remis un badge et le consul, qui parlait arabe, m'a conduit dans un bureau. Il m'a posé des questions sur ma qualité et les motifs de ma présence.»

Il m'a demandé : «Pourquoi détestez-vous la France ?». Je lui ai répondu que c'est parce qu'elle déteste les Arabes, en ajoutant qu'elle est la première à avoir débuté les hostilités, avec soutien aux taghouts en armes et en finances.

Ensuite, le nommé Clément a tenté de me subtiliser la lettre. Je l'ai repoussé et fait semblant de quitter les lieux. Les Français avaient peur et c'était visible sur leur visage.

Tous les employés avaient cessé leurs activités. Je leur ai présenté la cassette et le message en précisant que j'étais l'envoyé

d'Abou Abderrahmane Amine, l'émir national du GIA. J'ai commencé à lire le message et le fonctionnaire prenait note tout en traduisant. J'ai insisté pour qu'il écrive «Au nom de Dieu» en arabe. Il a refusé et je lui ai enlevé alors le stylo pour l'écrire moi-même. Arrivé à un verset coranique, je lui ai interdit sa traduction, en lui demandant d'écrire simplement «sourate El-Maïda n°1». «Je leur ai dit que s'il m'arrivait quoi que ce soit, nous ferions des ravages ici et en France et que nous étions en mesure de les détruire. Ils m'ont assuré ne rien craindre. Je leur ai exigé de m'apporter un poste cassette pour leur faire entendre les déclarations des sept moines détenus. A ce moment, ils se sont mis à se regarder.

Le fonctionnaire cité m'a questionné sur notre objectif, je lui ai répondu que nous visons l'instauration d'un Califat sur toute la terre, que nous sommes en mesure de les détruire ici en Algérie et en France et que nous sommes des soldats de

Dieu, prêts à mourir pour cette cause. Il m'a demandé comment j'allais sortir. Je lui ai répondu : de la même manière que je suis entré, je n'ai peur de rien et que Dieu nous protège. Il a demandé mon âge. J'ai répondu que j'avais 23 ans et que j'étais un simple djoundi (soldat). Il m'a dit que j'étais jeune. Je lui ai répondu que l'âge n'avait rien à voir et que nous tuons les policiers, les gendarmes et les militaires et nous égorgons les mouchards.

Entre chaque discussion, je citais des versets coraniques. Il m'a proposé de manger. J'ai répondu que je faisais carême. Puis il m'a laissé environ dix minutes.

Je lui ai demandé s'il allait transmettre la lettre à Chirac. Il m'a répondu qu'elle n'allait pas tarder à lui parvenir. Je lui ai déclaré que j'attendrais la réponse. Il m'a répondu qu'elle ne parviendra pas avant 24 heures. Je lui ai fait savoir que je ne quitterai pas l'ambassade avant de recevoir une réponse. Il m'a fait patienter

et a quitté la salle. L'un de ses assistants m'a posé une question sur le mariage de jouissance. Je lui ai répondu que nous sommes des salafistes et que cette pratique est l'œuvre des chiites.

«Puis le fonctionnaire est revenu avec une lettre de deux pages. Je lui ai demandé comment faire pour les reconnaître, il m'a donné deux numéros de téléphone, l'un en Algérie et l'autre en France, en me précisant de demander après Clément et de me présenter sous le nom de Abdellah.

Il m'a assuré que rien n'allait être entrepris contre moi et que rien n'allait m'arriver. Il m'a fait raccompagner à bord d'une 405, accompagné de Clément et d'un conseiller. Une Renault 21 de l'ambassade suivait. Arrivé au quartier La Glacière, je leur ai demandé de s'arrêter. Et après les avoir salués, j'ai quitté la voiture et j'ai continué le reste du chemin à pied.»

M. I.

## L'assassinat des moines

L'assassinat des moines par le GIA a été annoncé par la radio marocaine Médi.1, le 23 mai 1996. Un journaliste de cette station a confirmé qu'à la rédaction on a jugé risqué, faute de preuve irréfutable, d'annoncer l'exécution des sept moines sur un simple coup de téléphone du GIA. Ce n'est qu'à midi (12h GMT, 23 mai) que la radio a reçu un fax sur la base duquel elle a décidé de donner l'information avec beaucoup de précautions. Le même jour, *El-Ansar* publie le communiqué signé de Zitouni annonçant l'horrible assassinat. Les têtes des victimes, séparées des corps, ont été découvertes par les usagers de la RN 1, le 30 mai 1996, au bord d'un champ agricole exploité en association par deux agriculteurs. C'est l'associé qui, en se rendant à son travail, a été attiré par une longue file de voitures et un attroupement de plusieurs personnes non loin de la maison du propriétaire du champ. En se rendant sur place, il a fait la découverte macabre de têtes décapitées accrochées à la clôture. Il a attendu le retour de son associé qui pour aller avec lui aussitôt informer la gendarmerie de Médéa. La pratique du GIA de la décapitation des victimes dont seules les têtes sont retrouvées n'a pas commencé avec les moines de Tibhirine. Ce fut par exemple le cas d'un des premiers Patriotes, enlevé en septembre 1994 dans la région, entre Aïn Chadjera et Aïn Kercha, dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi. Il avait été décapité et sa tête sera découverte le surlendemain, accrochée à l'entrée du marché hebdomadaire de Aïn-El-Beïda, dans la même wilaya. Le reste de son corps ne sera découvert qu'en mars 2009. Il en a été de même en juillet 1995 à Soumaâ (Blida) pour un menuisier qui ne s'était pas laissé racketter. La tête sera exposée également à l'entrée du marché, le surlendemain de son enlèvement de son domicile.

C'est également le cas d'un conscrit de l'armée en octobre 1999 dont la tête sera trouvée sur le seuil du domicile parental à La Casbah (Alger). Et les exemples sont nombreux où la barbarie ne s'est pas suffise d'«exposer» uniquement les têtes mais également un bras ou une jambe, sans le reste du corps, comme le cas d'un «repenti» dans la région d'El-Milia (Jijel) en août 2002.

Le but recherché est de raviver au maximum la terreur pour faire parvenir un message qui n'a pas été entendu : un Patriote qui a pris les armes contre le terrorisme, un commerçant qui refuse de payer l'«impôt religieux», un jeune homme qui ne s'est pas plié à l'interdiction d'effectuer le service militaire, un «repenti» qui a répondu à l'«appel du pardon». Il ne fait aucun doute que pour les moines, c'était une manière de rappeler aux «étrangers» le communiqué du GIA d'octobre 1993 qui leur donnait un délai d'un mois pour quitter l'Algérie. Qu'il y ait eu entre les «services» français ou entre eux et le GIA n'importe quel prétexte que ce dernier a pris au vol pour «justifier» son abominable crime, cela ne peut être qu'un faux prétexte. La guerre qu'il avait déclarée aux étrangers devait un jour ou l'autre atteindre Tibhirine.

M. I.

## La thèse du «qui-tue-qui ?»

Ali Benhadjar a été le premier, dès le 4 avril 1996, soit une semaine après l'enlèvement des moines, à diffuser un communiqué pour le dénoncer. Il est également le premier à avoir fait allusion, dans le même document, à «une impression de complicité entre les auteurs de cette opération et les services de renseignements».

Cherchant à dégager sa responsabilité du malheur qui frappait les moines, il venait en fait de signer l'acte de naissance du criminel feuilleton du «qui-tue-qui ?» où allaient s'engouffrer les félons de tous bords et les intégristes les plus fanatiques, relayés par des médias et des groupes de pression à l'étranger. Tout l'«argumentaire» de ces milieux repose sur deux points : d'une part semer le doute sur l'authenticité des communiqués du GIA pour en rendre responsables les forces de sécurité et d'autre part multiplier les «témoignages» pour faire de Djamel Zitouni d'une manière ou une autre un «agent» infiltré dans l'organisation terroriste.

Concernant le premier argument, il existe au moins deux auteurs aux préoccupations totalement opposées, de deux bords à l'antipode l'un de l'autre, mais qui sont arrivés à la même conclusion, mettant sérieusement en doute la thèse des «faux communiqués». Surtout ceux qui paraissaient dans *El-Ansar* à Londres.

Le premier est le Belge Alain Grignard, spécialiste du terrorisme et en même temps policier. Dans une étude (disponible sur Internet) consacrée à la «littérature» du GIA, il écrit : «Il fallut également vérifier

dans quelle mesure ces communiqués pouvaient être considérés comme authentiques, c'est-à-dire émanant bien des instances signataires.» Et après avoir expliqué comment il a pu les vérifier, il conclut que les documents pouvaient être «considérés comme émanant vraiment du GIA». Le deuxième est le Syrien Omar Abdelhakim dit Abou Mos'ab Es-Souri, l'un des idéologues du GIA qui, à partir de Londres, écrit dans son livre «Témoignage sur» (son) expérience avec le djihad en Algérie (disponible sur Internet) : «J'ai commencé à enquêter sur le parcours du GIA depuis l'arrivée de Djamel Zitouni. J'ai analysé tous les communiqués diffusés durant sa période et comment ils parvenaient à *El-Ansar*. J'ai bénéficié d'informations que m'ont réunies les frères du groupe de Mohamed Saïd (entendre les djaz'aristes, nldr) [...] Tout ce dont je disposais comme éléments étaient des extrapolations et non des preuves palpables.» Reste maintenant la thèse qui voudrait faire de Djamel Zitouni un «agent» et qui a été surtout développée par des militaires félons déserteurs. Pour autant qu'ils aient concentré leurs efforts pour la faire valoir, ils ne sont jamais parvenus à accorder leurs violons et parler d'une même voix, comme s'ils ne parlaient pas du même Djamel Zitouni.

Ainsi, dans l'émission «90 minutes», en novembre 2002, celui présenté sous le nom de capitaine Hocine Ouguéoune affirme que «Djamel Zitouni a été recruté dans un camp au Sahara, où les islamistes avaient été envoyés. Il a été

surpris dans des conditions très gênantes, relevant de mœurs homosexuelles. Le chef de la sécurité du centre lui a dit : soit tu travailles avec nous, soit on te balance au niveau du camp de concentration.» Un autre officier, s'affichant sous le nom de colonel Ali, qualifie Zitouni, dans cette même émission, d'«islamiste convaincu». Un autre «déserteur exilé», Abdelkader Tigha, n'a pas été de cet avis, dans une interview à RFI et ensuite à *Libération*. Il est convaincu puisqu'il y était : «Il faut savoir que les GIA en Algérie, entre 1994 et 1996, étaient totalement entre les mains de la Sécurité militaire. Il y avait une manipulation sophistiquée de l'émir du GIA Djamel Zitouni, et cette manipulation est allée trop loin. [...]

A l'époque, j'étais en fonction au CTRI de Blida, et c'est là que Zitouni a été approché et recruté [...]. A les suivre, le quidam ne sait plus si Zitouni a été un «homosexuel» ou un islamiste convaincu et s'il a été «recruté au Sahara en 1992» ou à Blida «entre 1994 et 1996». Comme s'il voulait renvoyer tout ce beau monde dos à dos, cet autre déserteur, le capitaine Haroun, nom qu'il donne au journal *Confluence Méditerranée*, est plutôt réservé. Il ne parle pas de «recrutement» de Zitouni mais souligne que «son bras droit», présenté sous le nom de lieutenant Mustapha, était un «lieutenant des services de renseignements». Ali Benhadjar le dément dans *El-Hayat* en 2004 : «Lorsqu'on parle de Zitouni, on sait qu'il est connu et que ce n'est pas l'homme des services de renseignements.»

M. I.